

ASSOCIATION FRANÇAISE  
DE L'ASSURANCE



Assurances de biens  
et de responsabilité

Etude

Mai 2012

# L'assurance des catastrophes naturelles en 2010 et premières tendances 2011

ASSOCIATION  
FRANÇAISE  
DE L'ASSURANCE

*Ce document est la propriété exclusive de la FFSA et du GEMA et est protégé par le droit d'auteur. La reproduction, la représentation et la diffusion de tout ou partie de ce document ne peuvent se faire, en dehors du périmètre de la société ou de l'organisme destinataire de ce document, qu'avec l'autorisation de la direction émettrice de la FFSA ou du GEMA.*

Direction des études et des statistiques FFSA-GEMA  
26, boulevard Haussmann - 75311 Paris Cedex 09  
E-mail : [statdom@ffsa.fr](mailto:statdom@ffsa.fr)  
[www.ffsa.fr](http://www.ffsa.fr) - [www.gema.fr](http://www.gema.fr)

## LES CATASTROPHES NATURELLES EN 2010

### SYNTHESE

Le montant des cotisations émises au titre des catastrophes naturelles\* augmente de 1,0 % en 2010 pour s'établir à 1 351 M€.

Le résultat du compte technique diminue de 288 M€ par rapport à 2009 pour s'établir à - 188 M€ ce qui représente - 13,9 % des primes. Ce déficit est le plus important enregistré par le régime après l'exercice 2003 qui avait été frappé par des inondations et une grave sécheresse.

Ces dégradations du résultat sont dues principalement aux inondations de février 2010 consécutives à la tempête Xynthia\*\* qui ont coûté 745 M€ à la branche des catastrophes naturelles et aux inondations du Var en juin 2010 qui ont provoqué pour 615 M€ de dégâts à la charge des assureurs. Ces deux événements totalisent plus de 80 % de la charge des sinistres évaluée à 1 635 M€ correspondant à un rapport sinistres à prime 2010 qui s'établit à 121 % (après 38 % en 2009).

Par contre, les résultats de l'exercice 2011 s'annoncent d'ores et déjà en amélioration et renouant avec les bénéfiques. En effet, si le sud-est de la France a de nouveau été frappé par des inondations importantes début novembre 2011, le coût final de cet événement ne devrait pas excéder 300 M€ à la charge du régime catastrophes naturelles.

Par ailleurs, à fin 2010, l'évaluation du coût de la sécheresse atteint 4,9 Mds d'euros, ce qui représente 31 % du total des indemnités versées par le régime catastrophes naturelles depuis sa mise en place en 1982.

*\*cf définition du régime des catastrophes naturelles page suivante*

*\*\*Les dégâts indemnisés par les assureurs consécutivement à la tempête Xynthia s'élèvent au total à 1 480 M€, les 735 M€ restant relevant de la garantie tempête.*

### CHIFFRES CLES

#### ⇒ Données comptables

◆ Evolution des cotisations	+ 1,0 %
◆ Evolution de la charge des prestations (Tous exercices de survenance)	+ 150 %
◆ Solde du compte C1 (en % des cotisations)	- 13,9 %
◆ Solde du compte C1 (en millions d'euros)	- 188
◆ Evolution 2010/2009 du solde du compte C1 (En millions d'euros)	- 288
◆ Provisions d'égalisation des assureurs directs (en M€)	156
<i>Provisions CCR (en M€)</i>	1 932

#### ⇒ Sinistralité

◆ Fréquence des sinistres	1,2 ‰
◆ S/P (vu en fin de première année)	121 %
◆ Evaluation du coût de la sécheresse (vu fin 2010)	4,9 milliards d'€

## PRESENTATION

### Le régime légal des catastrophes naturelles

*Aux termes de la loi initiée en juillet 1982, sont considérés comme effets des catastrophes naturelles « les dommages matériels directs non assurables ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises » (Article L. 125-1 alinéa 3 du Code des assurances). Les événements le plus souvent constatés sont les inondations, les coulées de boue, la sécheresse et, dans une moindre mesure, l'action mécanique des vagues, les glissements et affaissements de terrain, les avalanches, raz de marée et les tremblements de terre.*

*Les dommages causés par le vent ont été définitivement écartés du champ d'application du régime des catastrophes naturelles par la loi du 25 juin 1990. En effet, cette loi a permis la généralisation de la garantie tempête en rendant obligatoire la couverture des dommages résultants des effets du vent dû aux tempêtes, ouragans et cyclones pour toute personne détentrice d'un contrat d'assurance garantissant les dommages d'incendie.*

*En assurant ses biens contre l'incendie, les dégâts des eaux, le vol..., l'assuré est automatiquement couvert contre les dégâts dus aux catastrophes naturelles. La garantie catastrophes naturelles prévoit la prise en charge des dommages matériels causés aux biens assurés et à eux seuls. Elle joue seulement si un arrêté interministériel paru au Journal officiel constate l'état de catastrophe naturelle.*

Cette étude a été réalisée à partir des données recueillies dans l'enquête spécifique sur les catastrophes naturelles adressée aux sociétés membres de la FFSA et du GEMA, complétées par les informations provenant des états comptables réglementaires.

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1 : Données comptables .....</b>	<b>p. 3</b>
1. Poids économique et évolution .....	p. 3
2. Résultats comptables .....	p. 4
<b>PARTIE 2 : Analyse géographique sur la période 1982-2010 .....</b>	<b>p. 9</b>
1. Evénements survenus en 2010 .....	p. 9
2. Analyse des communes sinistrées depuis 1982 .....	p. 14
3. Les inondations .....	p. 18
4. La sécheresse .....	p. 20
5. Résultats départementaux catastrophes naturelles cumulés 1988-2010 .....	p. 23
<b>ANNEXES : .....</b>	<b>p. 27</b>
1. Les résultats comptables et techniques.....	p. 29
2. Historique des fréquences des sinistres par catégories d'assurés.....	p. 35

## 1<sup>ERE</sup> PARTIE : DONNEES COMPTABLES



Les données comptables étudiées dans cette première partie sont issues des états comptables C1, C10 et C11 de l'ACP. Les résultats sont extrapolés sur la base de 100 % du marché national après réintégration des cotisations des succursales étrangères d'un pays membre de l'Union Européenne.

### 1. POIDS ECONOMIQUE ET EVOLUTION

Le montant des cotisations émises en 2010 au titre de l'assurance des catastrophes naturelles s'élève à 1 351 millions d'euros, représentant 2,9 % des cotisations de l'ensemble des assurances de biens et de responsabilité.

#### ♦ Evolution des cotisations depuis 5 ans (primes nettes)

*Source : Etats comptables C1*

Année	Catastrophes naturelles	
	Cotisations* (en M€)	Variation (en %)
2005	1 323	+ 2,4
2006	1 322	- 0,2
2007	1 349	+ 2,0
2008	1 377	+ 2,1
2009	1 338	- 2,8
<b>2010</b>	<b>1 351</b>	<b>+ 1,0</b>

\* Depuis 1995, les chiffres donnés sont les chiffres officiels complétés par une estimation pour les succursales étrangères d'un pays membre de l'Union Européenne.

#### ♦ Répartition des cotisations selon la catégorie d'assurés

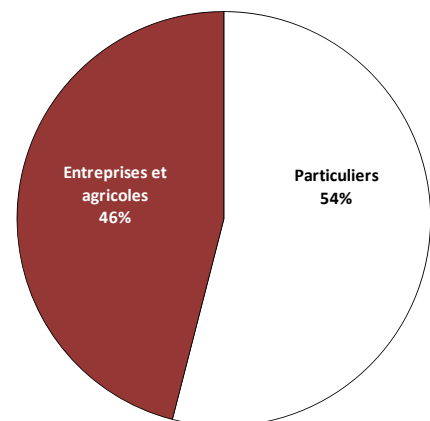
*Source : états comptables C1*

La cotisation catastrophes naturelles correspond à un taux uniforme de surprime de :

↳ 12 % sur l'assurance dommages aux biens des particuliers et des professionnels,

↳ 6 % sur les garanties vol et incendie d'un véhicule ou à défaut 0,5 % sur la garantie dommages en automobile,

son évolution dépend donc de celle de ces branches d'assurances.



## 2. RESULTATS COMPTABLES

Source : états comptables C1

Chiffres extrapolés à 100 % du marché national y compris succursales étrangères d'un pays de l'Union Européenne.

### 2.1. Synthèse du compte de résultat technique

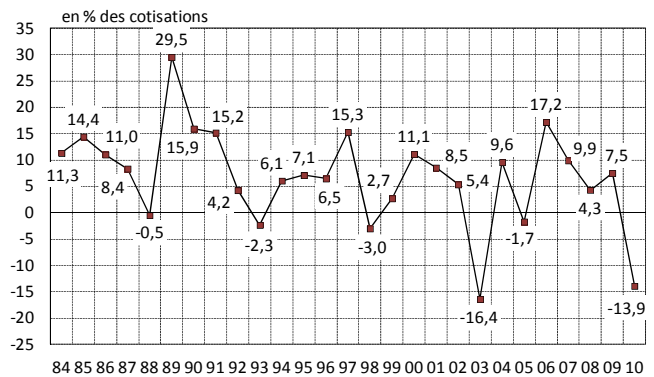
Poste	2009		2010	
	M€	%	M€	%
● Primes nettes	1 338	100	1 351	100
● Produits financiers alloués	60	4,5	65	4,8
● Charge des Prestations*	578	43,2	1 445	106,9
⇒ dont Sin. payés (nets de recours)*	708	52,9	1 432	106,0
⇒ dont Dot. aux provisions pour sinistres**	- 130	- 9,7	94	7,0
⇒ dont Dot. aux provisions techniques	0	0,0	- 81	-6,0
● Frais d'acquisition	147	11,0	144	10,7
● Frais d'administration	79	5,9	85	6,3
● Charge de la réassurance	483	36,1	-87	-6,4
➔ <b>Résultat technique</b>	<b>100</b>	<b>7,5</b>	<b>-188</b>	<b>-13,9</b>

(\*) Y compris les frais de gestion des sinistres

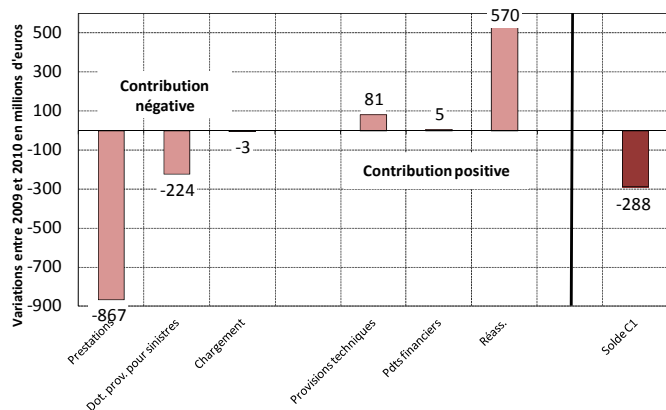
(\*\*) Dotations nettes de recours

En 2010, le résultat du compte technique diminue de 288 M€ pour s'établir à - 188 millions d'euros, correspondant à - 13,9 % des cotisations de l'année. Ce résultat est le plus mauvais enregistré par le régime après l'exercice 2003 qui avait été frappé par des inondations et une grave sécheresse.

- ◆ Evolution du solde d'exploitation de 1984 à 1994 et solde technique depuis (en % des primes nettes)



- ◆ Contribution des différents postes du compte de résultat technique (en terme de différentiel en millions d'euros 2009-2010)



## 2.2. La sinistralité

### ♦ Evolution de la charge des sinistres

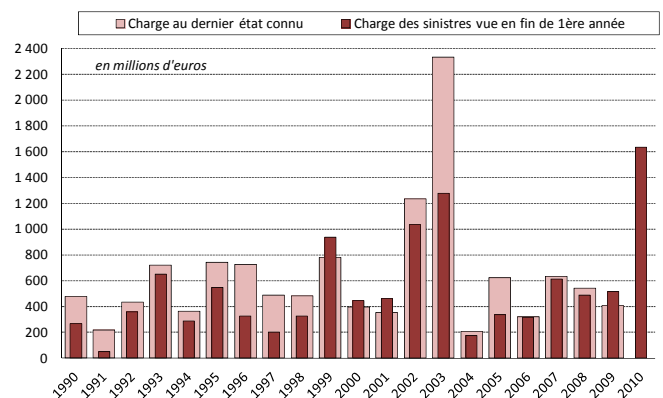
La charge de prestations des catastrophes naturelles s'élève à 1 445 millions d'euros en 2010. Cette charge se répartit en :

- 1 432 millions d'euros au titre des sinistres payés (nets de recours y compris frais de gestion de sinistres) ;
- 94 millions d'euros au titre des dotations aux provisions de sinistres nettes de recours ;
- - 81 millions d'euros au titre des dotations aux provisions d'égalisation (assimilées aux dotations aux provisions techniques) dont le stock diminue en 2010.

La charge de prestations correspondant à l'exercice de survenance 2010 est évaluée quant à elle à 1 635 millions d'euros.

Le graphique ci-contre illustre l'évolution de la charge des sinistres depuis 1990 par exercice de survenance (charge vue au 1<sup>er</sup> inventaire et au dernier état connu).

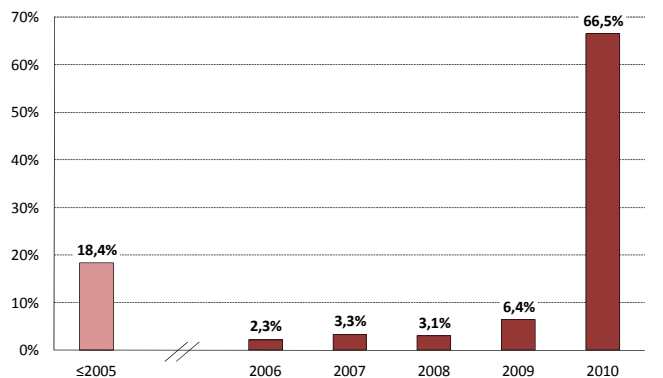
On remarque l'impact des sinistres sécheresse sur les comptes des assureurs. Ainsi, pour les exercices 1990, 1996 et 1997, la charge des sinistres a plus que doublé entre le 1<sup>er</sup> inventaire et le dernier état connu, celle de 2003 a été réévaluée de plus de 80 %.



### ♦ Répartition de la charge des sinistres payés

Hors sinistres sécheresse, la charge des sinistres catastrophes naturelles est liquidée les premières années. Aussi, les flux correspondant aux exercices 2005 et antérieurs concernent-ils essentiellement la sécheresse, dont l'analyse est présentée en page 18.

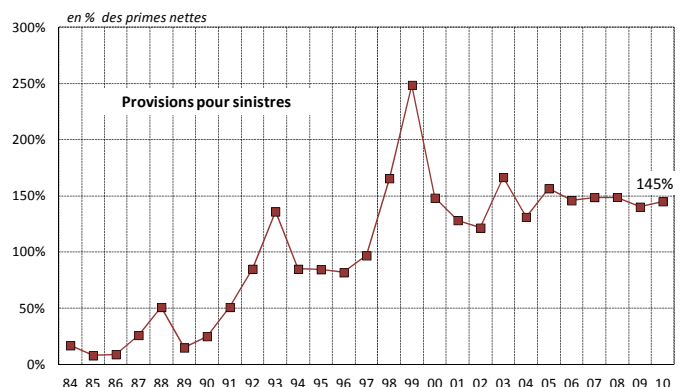
Deux tiers des paiements effectués en 2010 concernent des événements survenus cette même année.



Source : Etats C11

### ♦ Evolution des provisions de sinistres (stock au 31/12 de l'année n en % des primes)

En 2010, le stock de provisions pour sinistres s'établit à 1 960 M€ en augmentation de 4,4 % par rapport à celui vu fin 2009. Il correspond à 1,45 fois le montant des primes nettes de l'année, retrouvant les niveaux des années 2006 à 2008.



### 2.3. Liquidation de la charge des sinistres catastrophes naturelles

Nota : l'historique depuis 1984 de ces tableaux se trouve en annexe pp. 31 et 32.

♦ *Triangle des rapports sinistres à primes (en %)*

Source : états comptables C10

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1 <sup>ère</sup> année	15	30	27	46	36	38	121
2 <sup>ème</sup> année	12	25	24	47	41	31	
3 <sup>ème</sup> année	12	31	25	48	40		
4 <sup>ème</sup> année	13	41	24	47			
5 <sup>ème</sup> année	13	42	24				
6 <sup>ème</sup> année	16	47					

Tous exercices confondus, les comptes 2010 enregistrent un boni de liquidation d'environ - 115 M€ sur les exercices antérieurs (montant extrapolé à 100 % du marché national), trouvant principalement son origine dans la révision à la baisse de la charge des sinistres survenus en 2009.

♦ *Part des paiements réalisés dans l'ensemble de la charge (au dernier état connu)*

Source : états comptables C10

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1 <sup>ère</sup> année	14	10	26	22	18	58
2 <sup>ème</sup> année	39	39	56	64	45	
3 <sup>ème</sup> année	36	42	64	74		
4 <sup>ème</sup> année	35	52	74			
5 <sup>ème</sup> année	49	62				
6 <sup>ème</sup> année	62					
<b>Coût global (derniers états connus en M€)</b>	<b>625</b>	<b>320</b>	<b>635</b>	<b>545</b>	<b>410</b>	<b>1 635</b>

Deux facteurs influencent de façon essentielle la liquidation de la charge des sinistres :

- l'aspect plus ou moins tardif dans l'année des principales catastrophes naturelles,
- la part des indemnités des sinistres liés à la sécheresse (exemple : l'exercice 2005).

### 2.4. Les provisions d'égalisation

♦ *Les provisions d'égalisation (en M€)*

Source : états comptables C1 (autres provisions techniques à la clôture) et rapport annuel de la CCR

Le stock de provisions d'égalisation des assureurs directs vu fin 2010 diminue de 35 % par rapport à 2009 ; il représente 11,6 % des cotisations émises.

En millions d'euros	2006	2007	2008	2009	2010
Assureurs directs	255*	241	246	240	156
CCR	900	1 271	1 697	2 026	1 932

\* Remarque : le stock de provisions d'égalisation des assureurs directs s'inscrit en baisse alors que les dotations 2006 sont positives de 24 M€ (cf. p. 30). Cette apparente contradiction est le fait d'une société importante qui a réaffecté son stock de provisions à la branche dommages aux biens des particuliers.



## 2.5. La réassurance

### ◆ Historique de la part des cotisations cédées aux réassureurs

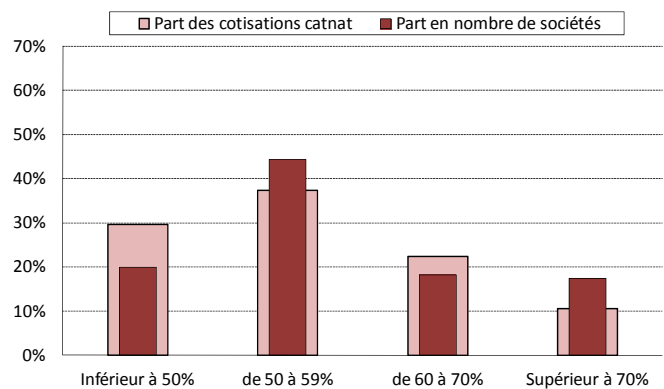
*Source : états comptables C1. Avertissement : les données ci-après ne sont pas corrigées des cessions intra-groupe.*

La part des cotisations catastrophes naturelles cédées aux réassureurs diminue de 3,2 points en 2010 pour s'établir à 55,4 %, soit 748 M€.

(en %)	2006	2007	2008	2009	2010
Part des cotisations cédées aux réassureurs	59,3	59,8	58,0	58,6	55,4

### ◆ Répartition des sociétés d'assurances en fonction de la part des cotisations cédées aux réassureurs en 2010

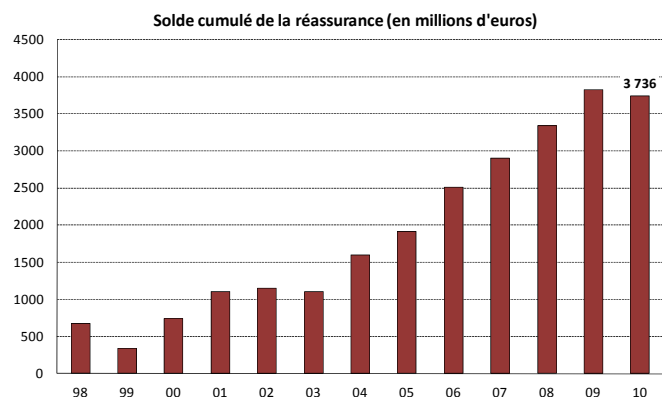
Plus de 40 % des sociétés analysées (44,3 %) cèdent entre 50 et 60 % de leurs primes ; elles représentent 37,4 % du chiffre d'affaire de la branche.



### ◆ Evolution du solde cumulé de la réassurance

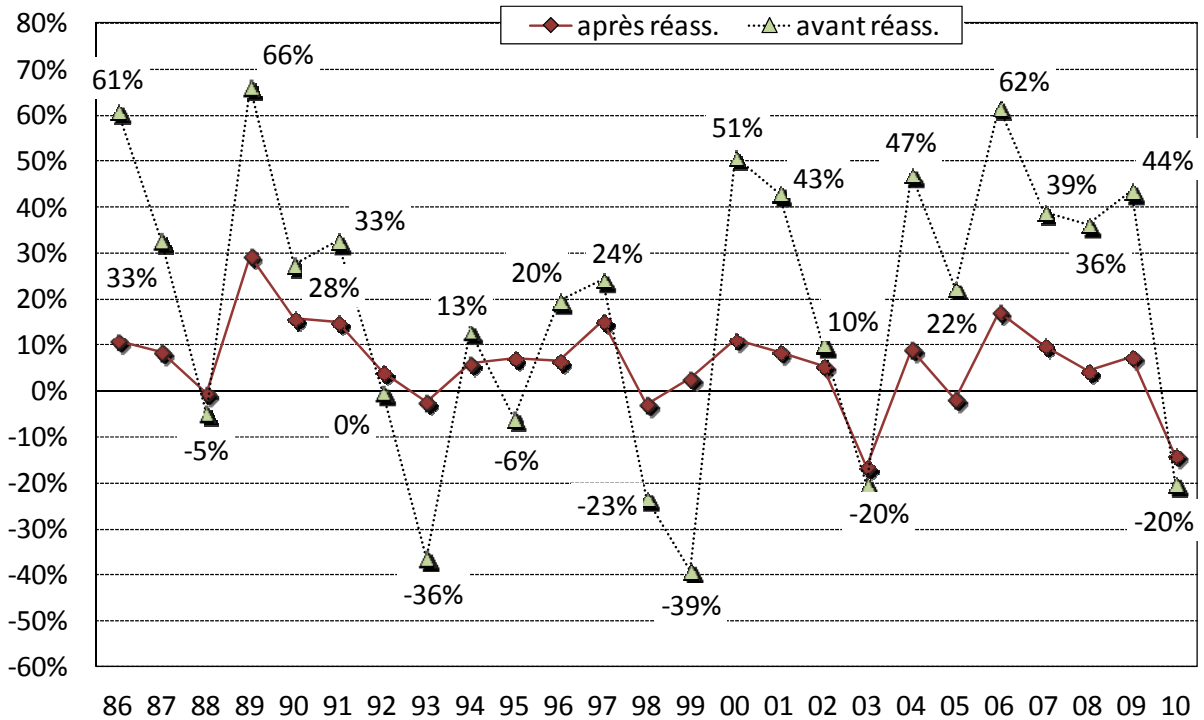
*Source : états comptables C1*

Après six années consécutives de progression, le solde cumulé (primes cédées-charges) de la réassurance des catastrophes naturelles diminue de 2,3 % en 2010, pour s'établir à 3,7 milliards d'euros.



♦ *Impact de la réassurance sur le résultat technique*

*Source : états comptables C1*



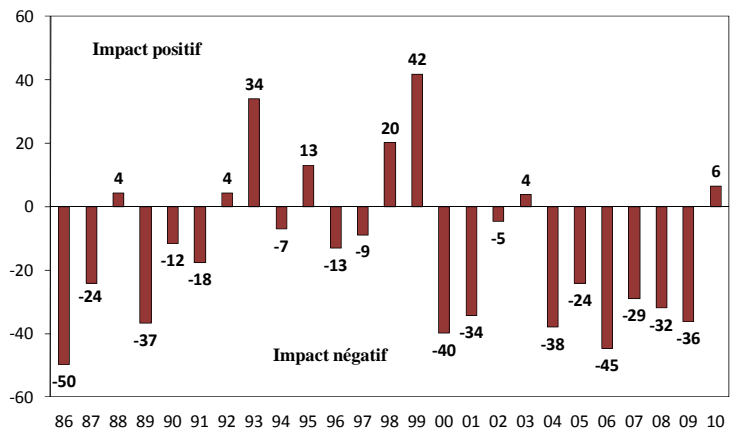
Le résultat technique est représenté ci-dessus en pourcentage des primes avant et après réassurance. L'effet lissant de la réassurance est bien visible.

♦ *Impact de la réassurance sur le ratio combiné comptable*

*Source : états comptables C1*

L'impact de la réassurance est exprimé en différentiel de points sur le ratio combiné comptable.

*Lecture : en 2010, la réassurance a permis d'améliorer de 6 points le ratio combiné comptable.*



A la suite de la réforme du régime des catastrophes naturelles intervenue fin 1999, la charge de la réassurance s'est alourdie du fait de la forte augmentation du montant des primes cédées (+ 54 % entre 1999 et 2000). En effet, le taux de surprime est passé de 9 à 12 %, hausse à laquelle s'est ajoutée la suppression des commissions reçues des réassureurs.

## 2<sup>EME</sup> PARTIE : ANALYSE GEOGRAPHIQUE SUR LA PERIODE 1982-2010



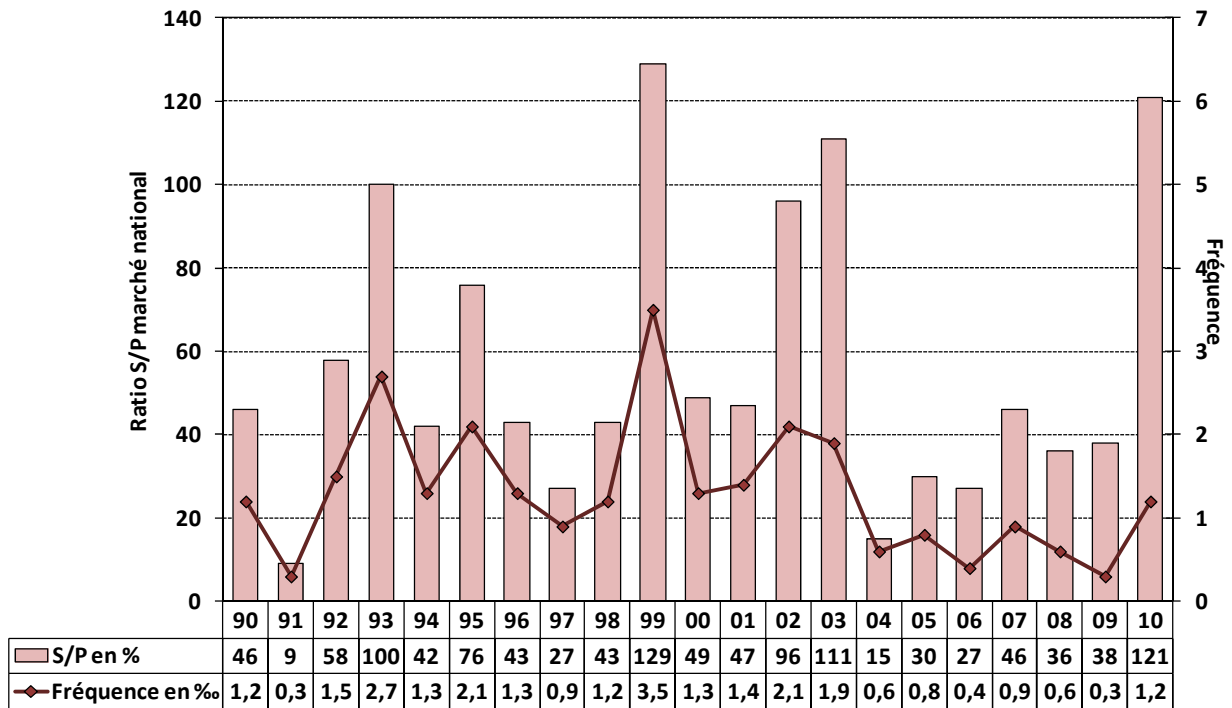
### 1. EVENEMENTS SURVENUS EN 2010

26 sociétés nous ont transmis leurs résultats, elles représentent 62 % des cotisations perçues par le marché national.

#### 1.1. Historique du rapport sinistres à primes et de la fréquence depuis 1990 (vu en fin de 1<sup>ère</sup> année)

Nota : Le ratio S/P retenu provient des états comptables C10, la fréquence est celle issue de l'enquête FFSA-GEMA.

La fréquence des sinistres catastrophes naturelles (au niveau France entière) s'établit à 1,2‰ en 2010, en hausse de 0,9 point par rapport à l'exercice précédent.



Le ratio S/P s'établit quant à lui à 121 %, en hausse de 83 points par rapport à celui de 2009 (38 %).

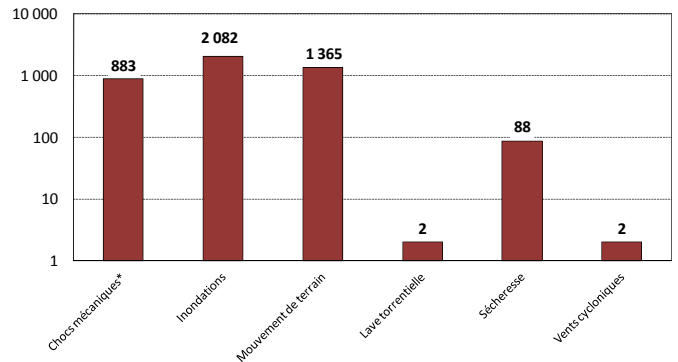
#### 1.2. Sinistres par type d'événement (exercice de survenance vu en fin de 1<sup>ère</sup> année)

- ◆ Fréquence et coût moyen des sinistres catastrophes naturelles

	Fréquence des sinistres (en ‰)					Sinistre moyen (en milliers d'euros)				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
Ensemble	0,4	0,9	0,6	0,3	1,2	11,5	6,8	8,6	8,3	24,3
dont inondations	0,3	0,3	0,3	0,2	1,1	11,8	7,0	7,7	7,5	25,0

- ◆ *Nombre de communes sinistrées en fonction de la nature du péril ayant débuté en 2010 (fichier arrêté au 16/01/2012)*

En 2010, les inondations restent le péril majoritaire (47 % des périls enregistrés), suivies des mouvements de terrain (31 %) et des chocs mécaniques\* (20 %).



\* Chocs mécaniques liés à l'action des vagues

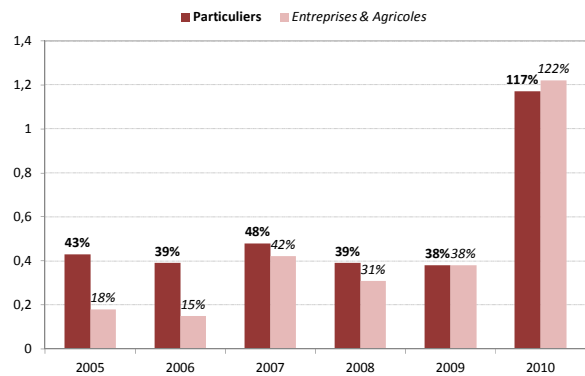
### 1.3. Résultats par catégorie d'assurés

- ◆ *Fréquence et sinistre moyen vus en fin de première année*

	Fréquence des sinistres (en ‰)					Sinistre moyen (en milliers d'euros)				
	2006	2007	2008	2009	2010	2006	2007	2008	2009	2010
Particuliers	0,5	0,9	0,6	0,3	<b>1,2</b>	7,6	5,2	6,7	6,5	<b>17,3</b>
<i>dont inondations</i>	0,3	0,3	0,3	0,2	<b>1,1</b>	4,3	5,4	5,3	6,3	<b>18,8</b>
Entreprises et Agricoles	0,2	0,8	0,6	0,6	<b>1,7</b>	20,1	20,2	24,3	11,6	<b>63,4</b>

- ◆ *Ratios S/P (en %) vus en fin de première année*

Sur l'ensemble de l'exercice 2010 le ratio S/P s'établit à 121 %, et respectivement à 117 % et 122 % pour les particuliers et les entreprises. Le graphique ci-contre illustre les différences entre les catégories d'assurés sur les dernières années.

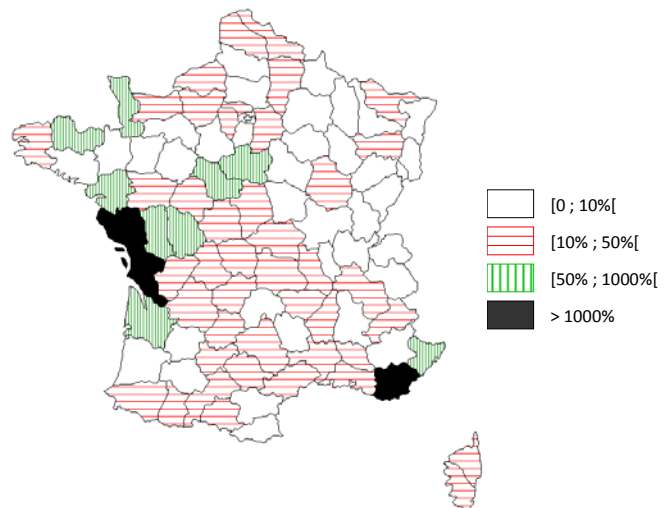


### 1.4. Résultats géographiques

- ◆ *Rapport S/P par département en 2010*

*Avertissement : les sociétés ayant ventilé leurs résultats par départements totalisent 48 % des cotisations et présentent un rapport S/P inférieur à la moyenne nationale.*

En 2010, le rapport S/P maximum en métropole s'établit à 3 485 % pour le département de Charente-Maritime, ce département ayant subi la tempête Xynthia du 28 février tout comme la Vendée dont le S/P s'établit à 1 698 %. De son côté, le Var enregistre un S/P de 1 926 % suite aux inondations intervenues en juin 2010.



♦ *Zoom sur la tempête Xynthia du 28 février 2010 :*

*Nota : Pour plus de détails sur cet évènement, voir l'étude « La tempête Xynthia du 28 février 2010 : bilan chiffré au 31 décembre 2010 » publiée en février 2011. Trente cinq sociétés membres de la FFSA et la totalité des mutuelles du GEMA y ont répondu, elles représentent 89 % du marché national.*

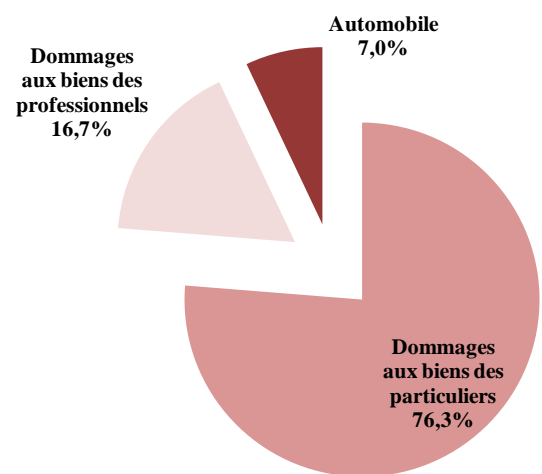
Pour le marché national, le montant des dommages indemnisés consécutifs à la tempête Xynthia s'établit à 1 480 M€ (bruts de réassurance) pour environ 470 000 sinistres. Bien que les dossiers relevant du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles ne représentent que 7,4 % des sinistres, leur coût global totalise 745 M€, soit la moitié de la charge totale.

✓ Ventilation de la sinistralité par catégorie d'assurés

Le coût de la tempête se répartit comme suit entre les différentes branches :

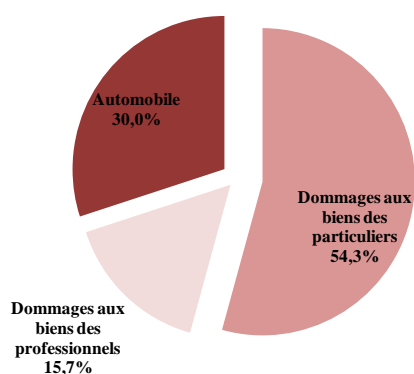
- 880 M€ pour les dommages aux biens des particuliers,
- 505 M€ pour les dommages aux biens des professionnels,
- 95 M€ pour l'automobile.

Répartition de l'ensemble des 470 000 sinistres

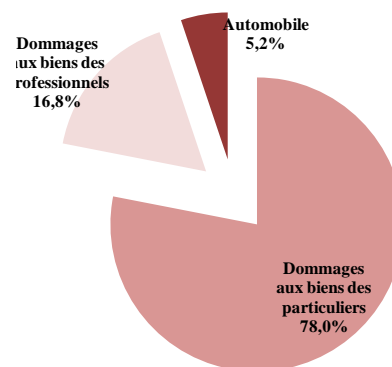


La répartition des sinistres est différente selon qu'ils relèvent de la garantie tempête ou du régime des catastrophes naturelles.

Répartition des 35 000 sinistres catastrophes naturelles



Répartition des 435 000 sinistres tempête



Pour la garantie tempête, les sinistres concernent essentiellement les dommages aux biens des particuliers (78,0 %) et peu d'automobile (5,2 %) alors que ceux-ci totalisent 30,0 % des dossiers catastrophes naturelles. La part des sinistres dommages aux biens des professionnels ne varie quasiment pas dans les deux cas.

✓ Nombre, montant et coût moyen des sinistres par catégorie d'assurés et type de garantie

Nota : les résultats exposés dans ce tableau sont extrapolés pour les seules sociétés FFSA, puisque ceux du GEMA sont réputés exhaustifs.

		Dommages aux biens des particuliers	Automobile	Dommages aux biens des professionnels	Ensemble
Catastrophes naturelles	Nombre de sinistres	19 000	10 500	5 500	35 000
	Montant des sinistres (en M€)	450	60	235	745
	Coût moyen (en €)	23 684	5 714	42 727	21 286
Tempête	Nombre de sinistres	339 500	22 500	73 000	435 000
	Montant des sinistres (en M€)	430	35	270	735
	Coût moyen (en €)	1 267	1 556	3 699	1 690
<b>Ensemble</b>	<b>Nombre de sinistres</b>	<b>358 500</b>	<b>33 000</b>	<b>78 500</b>	<b>470 000</b>
	<b>Montant des sinistres (en M€)</b>	<b>880</b>	<b>95</b>	<b>505</b>	<b>1 480</b>
	<b>Coût moyen (en €)</b>	<b>2 455</b>	<b>2 879</b>	<b>6 433</b>	<b>3 149</b>

✓ Ventilation du secteur agricole par type de garantie

		Agricole	Part dans les dommages aux biens des professionnels
Catastrophes naturelles	Nombre de sinistres	1 700	30,9 %
	Montant des sinistres (en M€)	26	11,1 %
	Coût moyen (en €)	15 294	///
Tempête	Nombre de sinistres	33 500	45,9 %
	Montant des sinistres (en M€)	112	41,5 %
	Coût moyen (en €)	3 343	///
<b>Ensemble</b>	<b>Nombre de sinistres</b>	<b>35 200</b>	<b>44,8 %</b>
	<b>Montant des sinistres (en M€)</b>	<b>138</b>	<b>27,3 %</b>
	<b>Coût moyen (en €)</b>	<b>3 920</b>	<b>///</b>

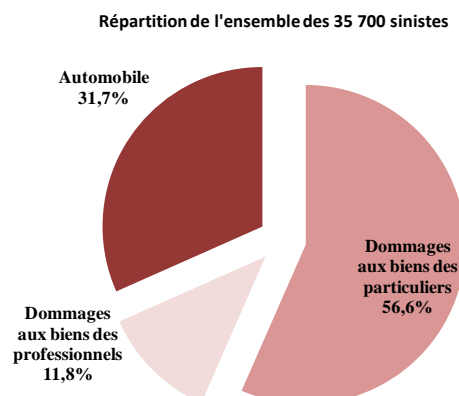
♦ *Zoom sur les inondations du Var des 15 et 16 juin 2010 :*

*Nota : Pour plus de détails sur cet évènement, voir l'étude « Inondations du Var des 15 et 16 juin 2010 : bilan chiffré au 31 mai 2011 » publiée en juin 2011. Trente six sociétés membres de la FFSA et la totalité des mutuelles du GEMA y ont répondu, elles représentent 90 % du marché national.*

✓ Ventilation de la sinistralité par catégorie d'assurés

Après extrapolation des marchés par famille de sociétés et par branches, le coût des inondations estimé à 615 M€ se répartit comme suit entre les différentes branches :

- 230 M€ pour les dommages aux biens des particuliers,
- 300 M€ pour les dommages aux biens des professionnels (y compris risques agricoles),
- 85 M€ pour l'automobile.



✓ Nombre, montant et coût moyen des sinistres par catégorie d'assurés

Pour établir la répartition ci-après, seules les données des sociétés FFSA ont été extrapolées puisque celles du GEMA sont réputées exhaustives.

	Dommages aux biens des particuliers	Automobile	Dommages aux biens des professionnels	Dont agricole	Ensemble
Nombre de sinistres	20 200	11 300	4 200	250	<b>35 700</b>
Montant des sinistres (en M€)	230	85	300	20	<b>615</b>
Coût moyen (en €)	10 390	7 520	71 430	80 000	<b>17 230</b>

Les dommages aux biens des professionnels totalisent près de la moitié de la charge globale, alors qu'ils représentent à peine plus d'un dossier sur dix.

✓ Ventilation des dommages aux biens professionnels hors secteur agricole

*Nota : les sociétés FFSA ayant ventilé leur résultat entre les différentes catégories des contrats dommages aux biens des professionnels représentent 87 % de la charge totale déclarée dans cette catégorie (hors agricole).*

Branche d'assurance	Répartition en nombre (en %)	Répartition en montant (en %)	Coût moyen (en €)
Ensemble DBPro hors agricole	100	100	82 310
dont risques industriels	39,9	63,7	131 420
ACPS	57,7	33,3	47 570
collectivités locales	2,4	2,9	100 320

Près des deux tiers des indemnités dommages aux biens des professionnels se concentrent sur les seuls risques industriels, les artisans commerçants et prestataires de services (ACPS) totalisant le tiers restant.

La faible part des collectivités locales s'explique par le fait que l'essentiel des dommages subis concernaient des biens non assurables : une étude de la préfecture du Var a évalué ces dégâts à 255 M€.

## 1.5. Distribution des sinistres selon leur coût individuel

Coût individuel (en K€)	% des dossiers				% sur l'ensemble des indemnités			
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
- de 1,5	40,2	30,7	34,4	23,8	4,0	2,0	2,0	0,6
1,5 à 15	52,3	61,9	58,2	51,5	34,5	41,9	31,4	11,9
15 à 75	6,3	5,9	5,9	18,2	28,6	22,9	23,5	26,7
75 à 150	0,8	1,0	0,9	3,9	11,9	11,9	12,0	17,3
150 et +	0,4	0,5	0,6	2,5	21,0	21,3	31,1	43,5
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Les montants et pourcentages ci-dessus sont exprimés par exercice de survenance.

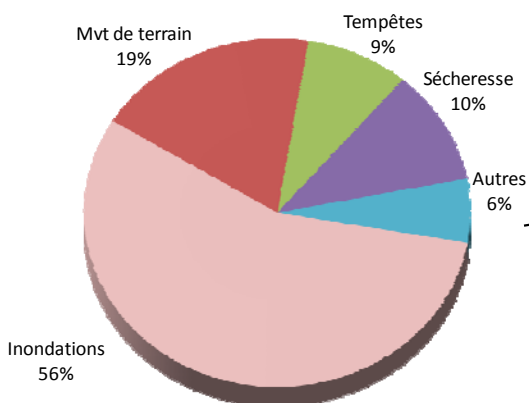
Les événements climatiques d'envergure survenus en 2010 ont provoqué l'enregistrement de nombreux sinistres graves, on observe donc une augmentation sensible par rapport aux années précédentes du poids en nombre et en montant des sinistres dont le coût est supérieur à 150 K€.

## 2. ANALYSE DES COMMUNES SINISTRÉES DEPUIS 1982

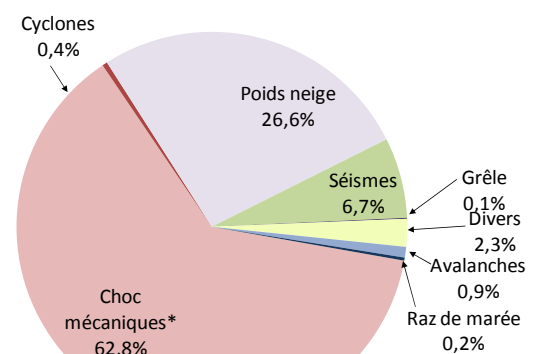
Source : CCR, Journal Officiel, situation du fichier des arrêtés catastrophes naturelles au 16/01/2012

### ♦ Répartition des arrêtés par nature de périls (cumul 1982-2010)

Nota : une commune sinistrée peut être comptée plusieurs fois.



### ♦ Ventilation des autres périls



\*liés à l'action des vagues

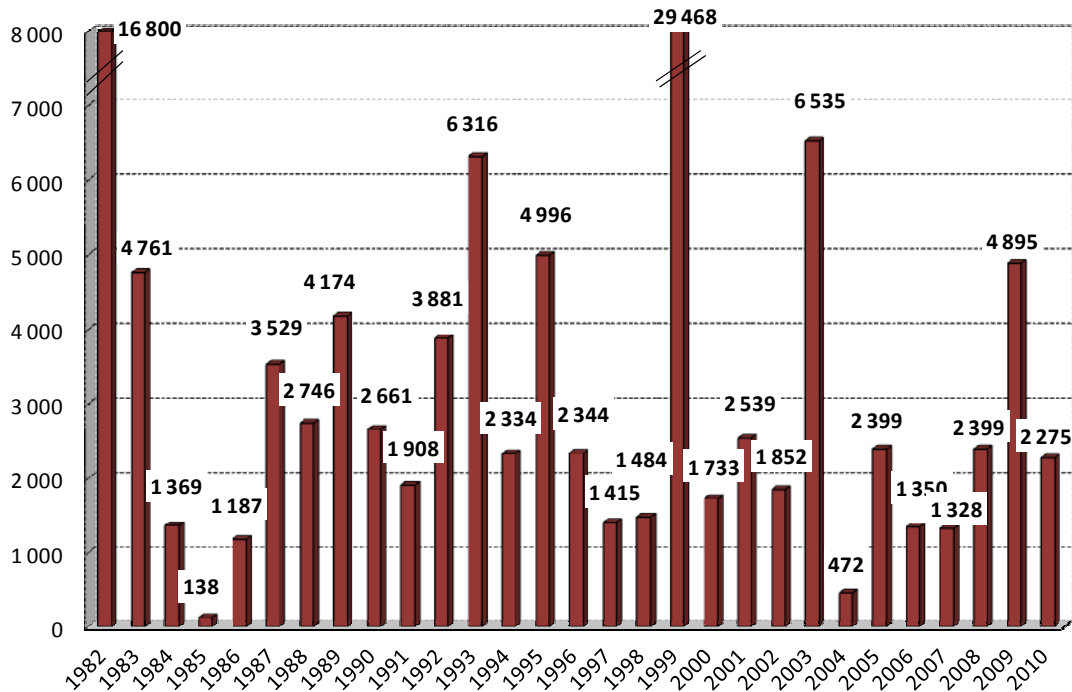
Hors sinistres TGN, les inondations représentent 62 % des arrêtés publiés et, en ne comptabilisant les communes qu'une seule fois sur toute la période 1982-2010, 37 % des arrêtés publiés concerne des inondations.



♦ *Evolution du nombre de communes sinistrées par année de début de l'événement depuis 1982*

Nota : une commune sinistrée est comptée une seule fois par année, mais elle peut être sinistrée plusieurs années et sera donc comptée plusieurs fois.

Au total, sur les 36 682 communes que comptabilise la France, 99,2 % d'entre elles ont fait l'objet d'au moins un arrêté catastrophes naturelles depuis 1982.



Depuis 1982, l'ensemble des arrêtés catastrophes naturelles totalise 119 288 communes (tous types de périls répertoriés).

## 2.1. Les modulations de franchise

La récurrence d'événements affectant une même commune a conduit les pouvoirs publics à mettre en place des plans de prévention (PPR). L'absence de PPR conduisant en cas de nouvelle catastrophe à une modulation de la franchise.

L'article A125-1 énonce que, dans une commune non dotée d'un PPR pour le risque faisant l'objet d'un arrêté catastrophes naturelles, la franchise est modulée en fonction du nombre d'arrêtés intervenus pour le même risque et comptabilisés sur les 5 ans précédant la date de la nouvelle constatation (hors tempête 1999).

Les articles A 125-1 et A 125-2 du Code reprennent le principe de la modulation suivant :

- 1er et 2ème arrêté : application de la franchise ;
- 3ème arrêté : doublement de la franchise ;
- 4ème arrêté : triplement de la franchise ;
- 5ème arrêté et suivants : quadruplement de la franchise.

La modulation ne s'applique pas si un PPR est approuvé. Le délai d'approbation du PPR est de 4 ans (arrêté du 4 août 2003) à compter de la date de prise de l'arrêté prescrivant le Plan (si le PPR n'est pas approuvé pendant ce délai, le principe de la modulation des franchises s'applique alors).

Le tableau suivant montre la répartition du nombre de communes en fonction de la modulation de franchise maximum appliquée pour les événements inondation et sécheresse.

Franchise applicable	Nombre de communes			
	Inondation		Sécheresse	
	Vu fin 2009	<b>Vu fin 2010</b>	Vu fin 2009	<b>Vu fin 2010</b>
Doublée	568	552	172	197
Triplée	169	166	87	89
Quadruplée	38	38	43	44

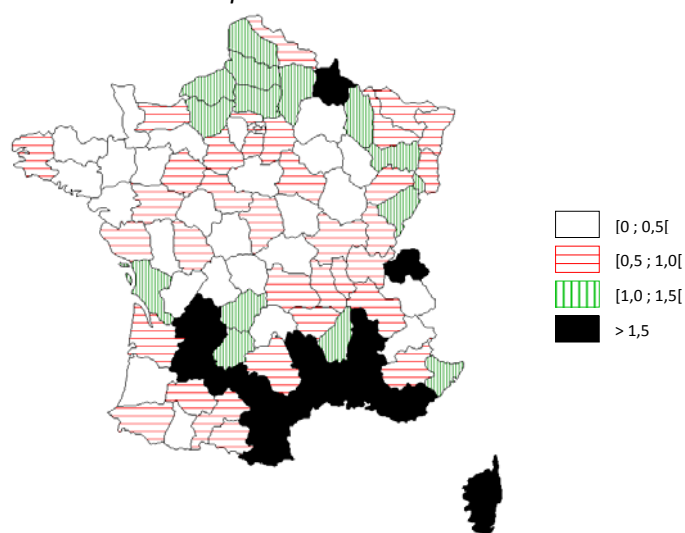
Fichier arrêté le 16 janvier 2012

## 2.2. Fréquence des sinistres sur la période 1988-2010

Nous avons récapitulé ci-dessous les résultats cumulés sur l'ensemble de la période 1988-2010. Il s'agit de statistiques observées en fin de 1ère année, c'est donc principalement le péril inondation qui est appréhendé.

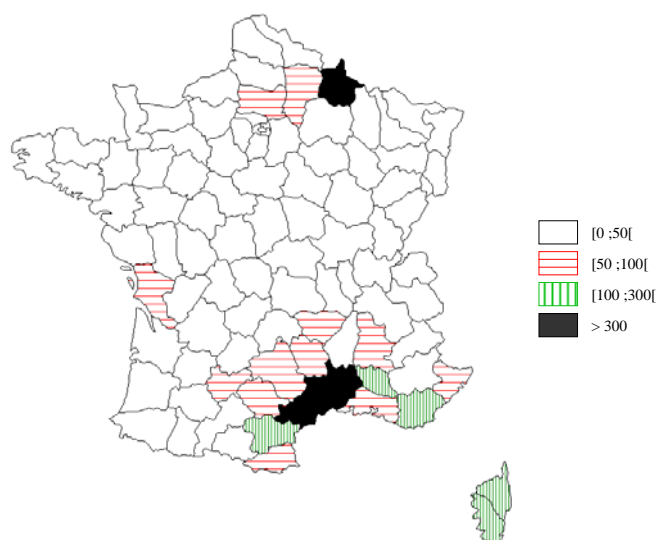
### ♦ Fréquence des sinistres 88-10

A fin 2010, trois départements enregistrent une fréquence cumulée supérieure à 5 % sur la période considérée : l'Hérault (7,8 ‰), le Gard (6,9 ‰) et les Ardennes (5,6 ‰).

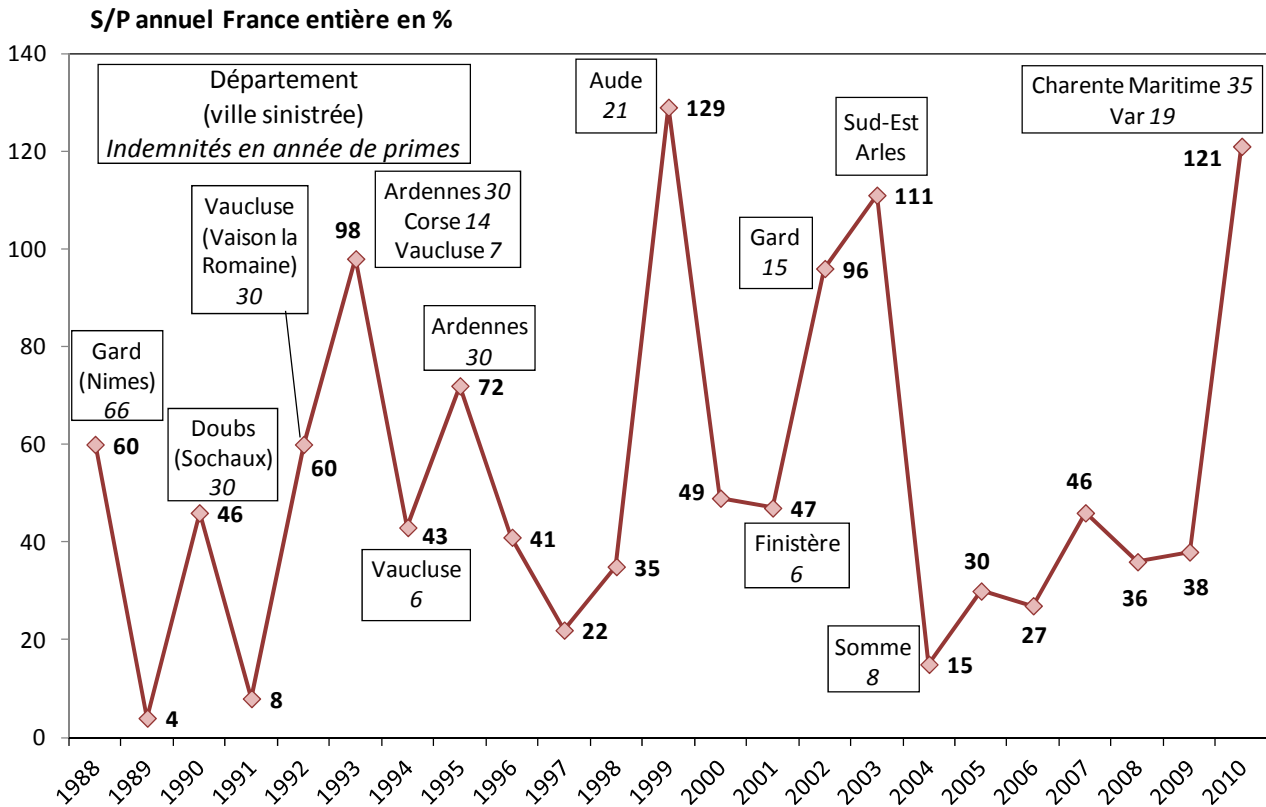


## 2.3. Rapport S/P sur la période 1988-2010

Sur la période 1988-2010, les départements les plus sinistrés en termes de rapport sinistres à primes sont le Gard, l'Hérault et les Ardennes qui enregistrent un S/P supérieur à 300 %, tandis que l'Aude, le Vaucluse, la Corse et le Var ont un S/P compris entre 100 % et 300 %.



## 2.4. Comparaison par rapport aux principaux événements sur la période 1988-2010



**Lecture :** Les inondations de Nîmes en 1988 représentent 66 années de primes collectées dans le département du Gard. Le S/P national en 1988 s'établit à 60 %.

### 3. LES INONDATIONS

#### 3.1. Principales inondations depuis 1988

♦ *En France*

*Sources : Enquête FFSA et CCR*

Date Année/Mois	Localisation	Causes	Coût <sup>(1)</sup> pour les assureurs (en millions d'euros constant)	Nombre <sup>(2)</sup> de communes sinistrées en inondation dans l'année
1988/octobre	Nîmes	Inondations	593	2 706
1990/février	France	Inondations & tempêtes	349	2 295
1992/septembre	Vaison	Inondations	425	2 418
1993/septembre	Sud	Inondations	544	5 660
93/dec-94/janv	France	Inondations	446	
1994/novembre	Nice et Sud-Est	Inondations	212	2 120
1995/janv-fév.	Nord, Est et Ouest	Inondations	628	4 611
1995/août-sept.	DOM-TOM	Cyclones/Inondations	195	
1996/juillet	Annecy	Séisme	99	1 411
1996/décembre	Sud-Ouest	Inondations	118	
1997/juin	Normandie	Inondations	99	1 066
1999/novembre	Sud (Aude)	Inondations	419	28 861
1999/décembre	France	Inondations & tempêtes	419	
2000/décembre	Bretagne	Inondations	99	1 628
2000/novembre	Marseille	Inondations	113	
2001/avril	Somme	Inondations	68	2 373
2002/janvier	Réunion	Cyclone	123-138	1 181
2002/septembre	Sud-Est (Gard)	Inondations	948	
2003/décembre	Sud-Est	Inondations	876	2 308
2005/septembre	Sud (Gard-Hérault)	Inondations	104	842
2007/août	Martinique	Cyclone Dean	224	1 086
2008/novembre	Centre-Est	Inondations	142	2 088
2010/février	France	Inondations & tempêtes	745	2 058
2010/juin	Var	Inondations	615	
2011/novembre	Sud-Est (Var)	Inondations & tempêtes	400	730

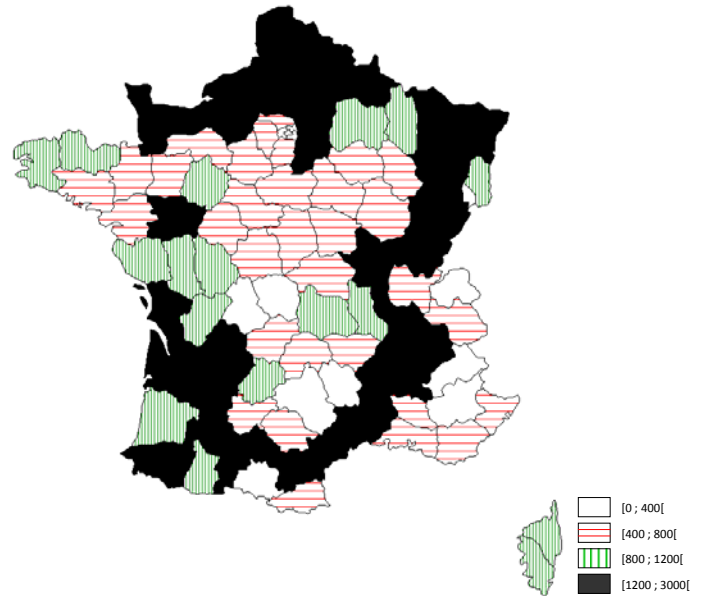
(1) Actualisation par l'indice FFB.

(2) Situation au 16/01/2012. Une commune sera comptabilisée une seule fois si elle a fait l'objet de plusieurs arrêtés dans l'année.

### 3.2. Répartition du nombre de communes

- ♦ *Répartition géographique du nombre de communes sinistrées par une inondation de 1982 à 2010*  
*Source : CCR, Journal Officiel, situation du fichier des arrêtés catastrophes naturelles au 16/01/2012*

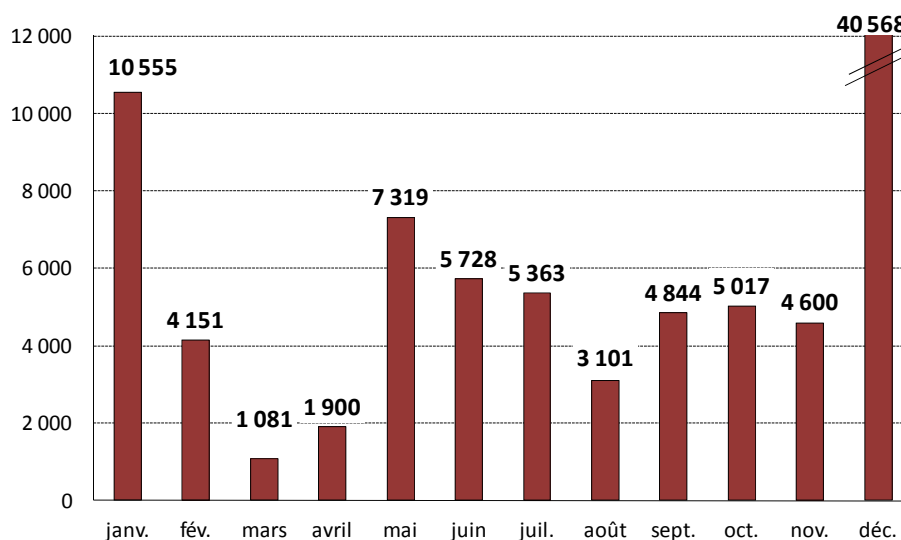
Les communes du Centre, de la Bretagne et de l'extrême Sud-Est de la France apparaissent les moins exposées à ce risque depuis 29 ans.



- ♦ *Répartition du nombre de communes sinistrées en inondation selon le mois de début de l'événement (cumul 1982-2010)*

Les mois de décembre et janvier concentrent 54,3 % du nombre de communes sinistrées. La forte sinistralité observée au mois de décembre est due essentiellement aux années 1982 et 1999 (nombreuses inondations consécutives aux tempêtes), avec respectivement 6 122 et 27 989 communes sinistrées en inondation au cours du dernier mois de ces années.

A l'opposé, les mois de mars et avril ont été jusqu'à présent relativement épargnés par les inondations, regroupant 3,2 % des communes sinistrées.



Le mois ayant subi la plus importante augmentation en 2010 est février avec 1 377 communes sinistrées en inondation, essentiellement à cause des inondations consécutives à la tempête Xynthia.

#### 4. LA SECHERESSE

##### 4.1. Données chiffrées

Un questionnaire spécifique permettant d'évaluer l'impact de la sécheresse dans le régime catastrophes naturelles est intégré à l'enquête. Une trentaine de sociétés ont répondu (totalement ou en partie), elles représentent 60 % des cotisations émises au titre des catastrophes naturelles (marché national).

**Nota : les évaluations effectuées ci-dessous reposent sur le nombre et le coût (paiements et provisions) des sinistres connus ; elles n'intègrent donc pas d'estimation concernant les IBNR.**

♦ Répartition des sinistres et du coût de la sécheresse par année de survenance vue à fin 2010

	Nombre de communes sinistrées en sécheresse*	Nombre total de sinistres connus (en milliers)	Coût de la sécheresse à fin 2010 (en M€)
1989	3 574	12,5	230
1990	393	36,8	355
1991	1 196	24,5	250
1992	1 041	23,0	180
1993	802	23,0	190
1994	102	8,6	70
1995	331	18,0	130
1996	582	37,7	360
1997	341	32,2	280
1998	555	44,1	320
1999	88	12,2	110
2000	63	6,0	60
2001	15	3,5	30
2002	698	25,4	255
2003	4 437	137	1 420
2004	106	4,5	25
2005	2 186	30,0	305
2006	326	8,8	100
2007	248	9,4	90
2008	135	4,3	40
2009	598	4,0	80
2010	88	1,0	20
<b>Ensemble</b>	<b>17 905</b>	<b>506,5</b>	<b>4 900</b>

(\*) arrêté au 16/01/2012.

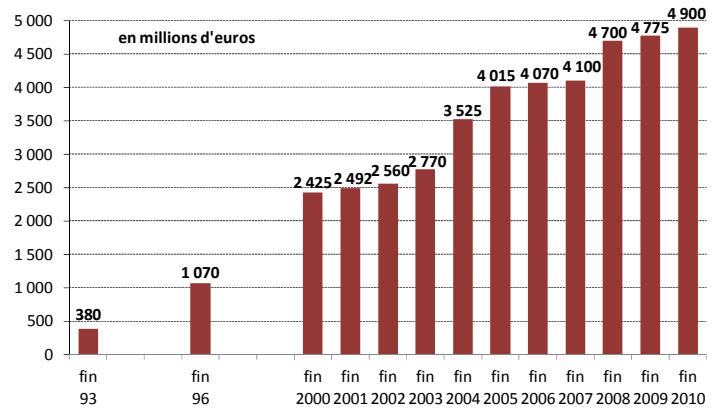
Nota : l'évaluation des exercices les plus récents est à considérer avec prudence car constituée principalement de provisions.

Par rapport à l'évaluation précédente, les charges imputables à des sinistres sécheresse survenus en 2005 et 2006 ont été réévaluées de respectivement 20 M€ et 5 M€ à fin 2010, tandis que la sécheresse de 2009 est évaluée à 80 M€ à fin 2010.

♦ *Evaluation du coût de la sécheresse entre fin 1993 et fin 2010*

L'alourdissement du coût de la sécheresse est de 125 millions d'euros en 2010 (après 75 M€ en 2009), ce qui porte le coût total à 4,9 milliards d'euros à la fin 2010.

Le coût moyen des sinistres concernés est de l'ordre de 9 650 euros (tous exercices confondus).



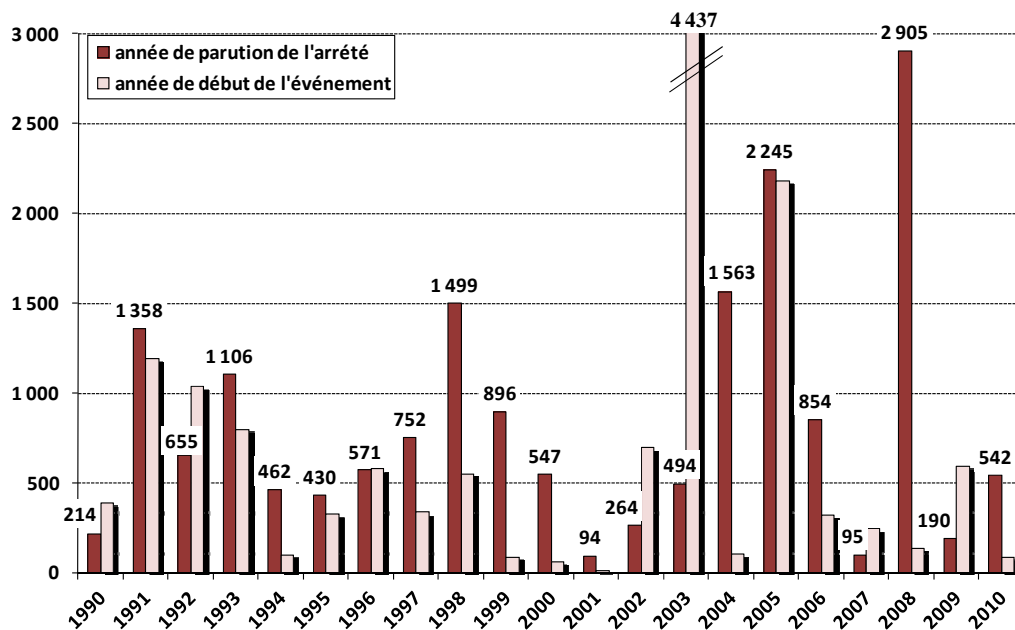
Ainsi, à la fin 2010, 31 % des indemnités catastrophes naturelles (paiements et provisions) depuis 1982 concernent des sinistres sécheresse (contre 12 % vu fin 1993).

La partie suivante fournit des éléments qualitatifs concernant la sécheresse, issus des arrêtés catastrophes naturelles.

#### 4.2. Les arrêtés sécheresse

*Source : Journal Officiel – Arrêtés catastrophes naturelles*

♦ *Répartition des communes sinistrées selon la date de l'arrêté vue au 16/01/2012*



♦ *Analyse des communes sinistrées*

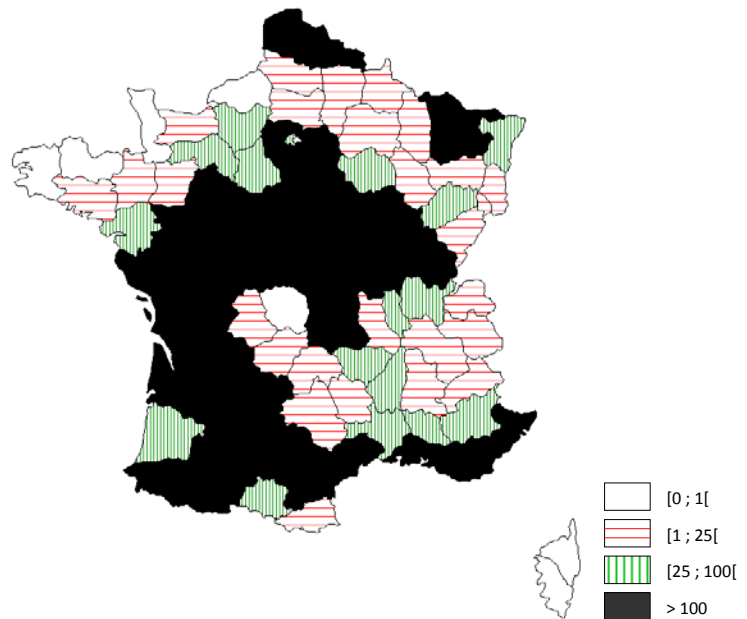
De 1988 à fin décembre 2010, 17 914 arrêtés catastrophes naturelles par communes liés à la sécheresse sont dénombrés. Certaines communes ont été touchées plus d'une fois, ce qui ramène à 7 919 le nombre de communes différentes sinistrées (926 d'entre elles ont été touchées 5 fois ou plus).

Nombre de fois touchées	Répartition (en %)
1	49,2
2	18,7
3	12,6
4	7,8
5 et +	11,7
Nbre de communes sinistrées	7 919

*Lecture : 18,7 % des communes sinistrées sécheresse ont été touchées 2 fois exactement.*

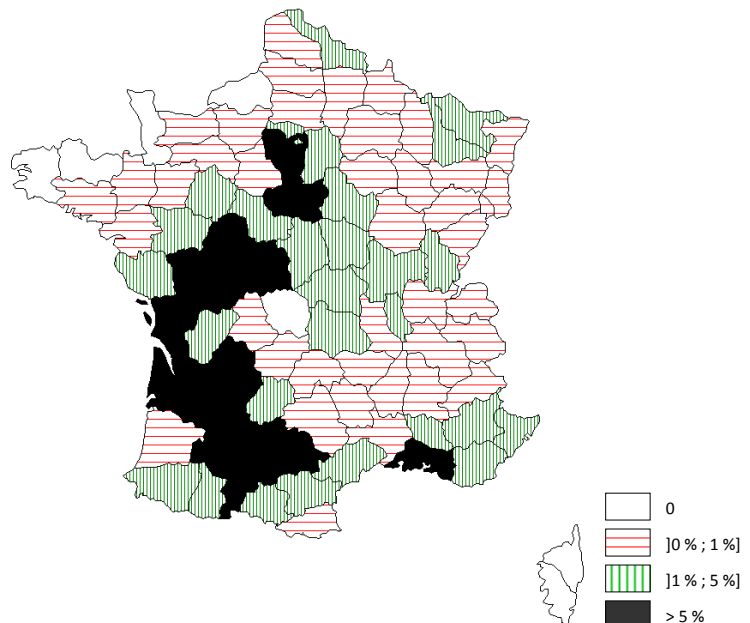
♦ Répartition en nombre des communes sinistrées en sécheresse par département depuis 1988

La moitié ouest de la France (à l'exception de la Bretagne) a été la plus exposée aux effets de la sécheresse. Une corrélation étroite s'observe entre la répartition des zones sinistrées et la présence à faible profondeur de formations argileuses riches en minéraux gonflants qui présentent de fortes variations de volume en cas de modification de la teneur en eau.



♦ Fréquence\* de la sécheresse par département

Le Tarn-et-Garonne et le Val-de-Marne enregistrent une proportion de communes sinistrées par la sécheresse supérieure à 15 %, suivis par le Gers, les Bouches-du-Rhône, la Seine-Saint-Denis, le Lot-et-Garonne et la Haute-Garonne avec des fréquences\* comprises entre 10 % et 12 %.



\* La fréquence présentée ici est le rapport, pour chaque département, du nombre de communes touchées par un arrêté sécheresse de 1988 à 2010 (23 années) sur 23 fois le nombre de communes du département répertoriées.



## 5. RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES CUMULES 1988 - 2010

Nota : les coût moyens sont en euros 2010, actualisés par l'indice FFB.

CM MAX\*= indemnité moyenne pour la fréquence annuelle maximale observée

		FREQUENCE EN ‰	INDEMNITE MOY. (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOYENNE DES PARTICULIERS (milliers euros)		CM MAX* (milliers euros)
		ENSEMBLE DES RISQUES			INONDATIONS	AUTRES	ENSEMBLE
01	AIN	0,5	11,2	22	4,9	6,2	11,9
02	AISNE	1,4	10,6	71,7	11,6	6,6	18,3
03	ALLIER	0,5	5,3	13,5	4,2	4,6	3,2
04	ALPES (HTE PROVENCE)	0,5	8,4	27,9	8,5	4,7	13,1
05	ALPES (HAUTES)	0,3	9,9	11,5	7,7	5,1	13,6
06	ALPES MARITIMES	1,3	12,4	52,2	9,7	7,7	7,4
07	ARDECHE	1,1	7,3	40,5	5,5	5,5	18,8
08	ARDENNES	5,6	16,1	329,9	9,3	17	14,7
09	ARIEGE	0,8	8,4	24,3	11,7	6,1	13,9
10	AUBE	0,1	5,4	2,7	4	13,2	5
11	AUDE	4,2	11,8	278,7	10,2	6,7	15,2
12	AVEYRON	0,9	10,9	52,5	5,4	7,8	20,9
13	BOUCHES DU RHONE	1,9	10,4	69,2	6,6	8,3	12,6
14	CALVADOS	0,9	8	29,8	7,2	4,9	8,5
15	CANTAL	0,4	6,1	9,7	4,5	3,6	6,7
16	CHARENTE	0,4	6,5	5,2	5,8	5,5	6,5
17	CHARENTE MARITIME	1,3	24,9	78,3	23,4	9,4	34,3
18	CHER	0,5	4,2	5,7	4,3	2	5,7
19	CORREZE	1,1	12,5	36,1	13,5	3,8	14,5
20	CORSE (Hte Corse et Corse du Sud)	2,6	15,2	133,1	9,8	13,4	19,8
21	COTE D'OR	0,3	5	4,9	3,4	4,6	4,2
22	COTES D'ARMOR	0,4	7,3	13,8	4,9	5,4	12
23	CREUSE	0,1	4,2	1,8	5,1	2,3	3,1
24	DORDOGNE	1,8	5,1	30,3	6,5	4,3	1,4

## RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES CUMULES 1988 - 2010

Nota : les coûts moyens sont en euros 2010, actualisés par l'indice FFB.

CM MAX\*= indemnité moyenne pour la fréquence annuelle maximale observée

		FREQUENCE EN ‰	INDEMNITE MOY, (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOYENNE DES PARTICULIERS (milliers euros)		CM MAX* (milliers euros)
		ENSEMBLE DES RISQUES			INONDATIONS	AUTRES	ENSEMBLE
25	DOUBS	1,3	15,6	41,2	5,2	7,6	26,3
26	DROME	1,7	7,9	53,9	5,7	4,6	7,1
27	EURE	1	5,3	21,8	5,1	4,3	4,3
28	EURE ET LOIR	0,6	6,1	12,6	6,2	4,6	6,1
29	FINISTERE	0,8	13,8	46,1	9,5	6,1	26,5
30	GARD	6,9	14	468	8,1	11,3	20,1
31	GARONNE (HAUTE)	0,7	8,3	24,5	10,3	7,4	6,3
32	GERS	0,9	5,1	28	4,6	6,4	4,8
33	GIRONDE	0,7	9,3	22,6	9,4	6,6	11,3
34	HERAULT	7,8	11	361,4	4,6	4,7	13,5
35	ILLE ET VILAINE	0,5	8,5	13,1	6,6	5,1	10,2
36	INDRE	0,3	5	7,3	4,8	5	6
37	INDRE ET LOIRE	0,4	6,4	10	7,3	7,4	4,4
38	ISERE	0,6	11,7	21,2	8	8,9	17,7
39	JURA	0,6	5,7	9,6	4,9	2,6	4,7
40	LANDES	0,3	4,5	5,6	3,6	3,3	4,6
41	LOIR ET CHER	0,5	5,1	10,2	5,2	6,5	5,2
42	LOIRE	0,6	7,4	18	4,9	4	10
43	LOIRE (HAUTE)	0,7	18,5	81,5	5,2	6	48,5
44	LOIRE ATLANTIQUE	0,3	18,2	10,8	4,2	4,9	22,1
45	LOIRET	0,3	4,8	9,8	5,1	3,2	3,5
46	LOT	1,4	9	45,4	6,7	3,3	1
47	LOT ET GARONNE	2,1	5,9	46,5	9	3,3	2,1
48	LOZERE	1,6	11,3	78,2	6,9	6	12,9

## RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES CUMULES 1988 - 2010

Nota : les coûts moyens sont en euros 2010, actualisés par l'indice FFB.

CM MAX\*= indemnité moyenne pour la fréquence annuelle maximale observée

		FREQUENCE EN ‰	INDEMNITE MOY, (milliers euros)	S/P EN %	INDEMNITE MOYENNE DES PARTICULIERS (milliers euros)		CM MAX* (milliers euros)
		ENSEMBLE DES RISQUES			INONDATIONS	AUTRES	ENSEMBLE
49	MAINE ET LOIRE	0,6	7,7	15,4	7,3	12,3	9,5
50	MANCHE	0,4	5,8	12	4,7	3,1	6,9
51	MARNE	0,4	6,5	10,1	6,1	5,5	5,1
52	MARNE (HAUTE)	0,4	5,4	11,3	6,1	14,7	5,8
53	MAYENNE	0,4	5,3	4,7	3,7	9,1	4,9
54	MEURTHE ET MOSELLE	0,9	5,7	7,6	4,1	7,7	2,9
55	MEUSE	1	4,6	15,5	2,7	7,5	3,1
56	MORBIHAN	0,4	5,6	12,5	5,1	5,2	5,8
57	MOSELLE	0,6	7,9	5,5	4,9	4,2	14,3
58	NIEVRE	0,4	5,3	10,8	4,1	3,5	4,3
59	NORD	0,6	6	13,8	4,1	7,7	4
60	OISE	1,1	10,9	50,1	11,4	10,8	29
61	ORNE	0,4	10,6	7,3	4	4,8	3,9
62	PAS DE CALAIS	1	6,3	23,3	5	8,9	6,3
63	PUY DE DOME	0,6	6,5	20	6,1	6,9	7,6
64	PYRENEES ATLANTIQUES	1	10	37,8	6,7	8,3	16,4
65	PYRENEES (HAUTES)	0,4	5,3	9,2	5,4	6,5	6
66	PYRENEES ORIENTALES	1,6	7,6	63,3	5,2	6	6,1
67	RHIN (BAS)	0,6	5	2,5	3,8	2,6	5,4
68	RHIN (HAUT)	0,6	6,3	3,4	5,5	4,2	6,6
69	RHONE	0,6	9,8	16,2	6,9	5,7	10
70	SAONE (HAUTE)	0,9	7,5	14,1	4,3	2,9	3,2
71	SAONE ET LOIRE	0,5	5,8	11	4,8	3,7	4,8
72	SARTHE	0,7	7,3	16,7	6,8	10,2	8,2

## RESULTATS CATASTROPHES NATURELLES CUMULES 1988 – 2010

Nota : les coûts moyens sont en euros 2010, actualisés par l'indice FFB.

CM MAX\*= indemnité moyenne pour la fréquence annuelle maximale observée

		FREQUENCE EN ‰	INDEMNITE MOY, (milliers euros)	S/P EN ‰	INDEMNITE MOYENNE DES PARTICULIERS (milliers euros)		CM MAX* (milliers euros)
		ENSEMBLE DES RISQUES			INONDATIONS	AUTRES	ENSEMBLE
73	SAVOIE	0,4	8,2	13,3	6,2	8,1	7,1
74	SAVOIE (HAUTE)	2	6,5	41,1	6,8	4,8	5,6
75	PARIS	0,5	12,3	7,6	7,5	15,9	12,6
76	SEINE MARITIME	1,3	8,2	46	6,5	8,6	8,4
77	SEINE ET MARNE	0,6	8,4	14,3	4,5	7,1	7
78	YVELINES	0,4	8,7	8,1	6,1	10,2	8,3
79	SEVRES (DEUX)	0,3	7,1	3,6	5,9	2,4	2,4
80	SOMME	1,1	8,8	34,5	7,2	4,2	11,8
81	TARN	1,9	14	95,8	6,5	6,1	20,6
82	TARN ET GARONNE	1,8	8,9	76,7	9,4	6,9	15,9
83	VAR	1,9	14,6	103,4	10,5	5,6	24,9
84	VAUCLUSE	3,1	13,4	174	9,2	12,5	21,5
85	VENDEE	0,7	22,6	42,4	33,6	8,5	33
86	VIENNE	0,6	5,3	6,7	3,8	8,9	4,6
87	VIENNE (HAUTE)	0,4	15,4	19,2	9,6	4,8	20,3
88	VOSGES	1,1	9,2	15	4,7	3,5	2,9
89	YONNE	0,6	5,8	7,7	3,8	6,3	5,7
90	TERRITOIRE DE BELFORT	1,3	8,7	13,3	5,6	4,7	10,2
91	ESSONNE	0,8	7,9	13,6	4,5	6	4,8
92	HAUTS DE SEINE	0,6	10,8	15,2	3	6,3	6
93	SEINE ST DENIS	0,8	7,7	18,1	3,6	6,2	4,4
94	VAL DE MARNE	0,7	6,7	9,9	3,6	6,4	2,5
95	VAL D'OISE	0,8	9,8	23,9	6,8	7,5	15,9



**ANNEXES**

**(Tous les montants sont exprimés en euros)**



## 1. LES RESULTATS COMPTABLES ET TECHNIQUES

(1) A partir de 1994 les chiffres officiels de l'ACP n'intégrant pas les succursales étrangères d'un pays de l'Union Européenne, les résultats ci-dessous sont extrapolés sur la base des primes du marché national.

### ■ Evolution des cotisations (en millions d'euros)

*Source : états comptables A1/C1*

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 <sup>(1)</sup>
Cotisations (primes nettes)	88	315	427	481	498	525	552	574	601	607	640	661	729
Variations (en %)	--	--	--	+ 12,5	+ 3,5	+ 5,6	+ 5	+ 3,9	+ 4,7	+ 1,1	+ 5,3	+ 3,4	+ 10,3

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Cotisations ACP <sup>(1)</sup> (primes nettes)	747	773	766	763	777	965	995	1 096	1 165	1 213	1 237	1 244	1 270	1 293	1 282	<b>1 300</b>
Variations (en %)	+ 2,5	+ 3,5	- 0,9	- 0,4	+ 1,8	+ 24,2	+ 3,1	+ 10,2	+ 6,3	+ 4,1	+ 2,0	+ 0,6	+ 2,1	+ 1,8	- 0,9	<b>+ 1,4</b>

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 <sup>®</sup>	2009	2010
Cotisations extrapolées <sup>(2)</sup> (primes nettes)	764	791	785	784	799	999	1 043	1 141	1 242	1 292	1 323	1 322	1 349	1 377	1 338	<b>1 351</b>
Variations (en %)	+ 4,8	+ 3,5	- 0,8	- 0,1	+ 1,9	+ 25,0	+ 4,4	+ 9,4	+ 8,9	+ 3,7	+ 2,4	- 0,2	+ 2,0	+ 2,1	- 2,8	<b>+ 1,0</b>

(2) Chiffres officiels complétés par une estimation des cotisations pour les succursales étrangères d'un pays membre de l'Union Européenne.

### ■ Historique de la part des cotisations cédées aux réassureurs

*Source : états comptables A1/C1*

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 <sup>(1)</sup>
Part des cotisations cédées aux réassureurs (en %)	53,8	62,5	71,0	70,4	68,2	55,5	44,3	45,3	44,1	42,4	43,0	45,2	47,1

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Part des cotisations cédées aux réassureurs (en %)	48,9	51,3	43,6	46,1	46,6	57,9	57,6	56,7	62,3	61,3	58,0	59,3	59,8	58,0	58,6	<b>55,4</b>

▪ Les provisions d'égalisation (en millions d'euros, à la clôture de l'exercice inventorié)

*Source : états comptables A1/C1 et rapport de la CCR*

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Assureurs directs	156	199	310	324	347	301	195	249
CCR	338	394	416	467	483	525	499	406
Ensemble	494	593	726	791	831	826	694	655

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Assureurs directs	284	367	427	393	254	313	344	301	294	291	301	255*	241	246	240	156
CCR	349	300	310	230	155	261	426	591	340	418	531	900	1 271	1 697	2 026	1 932
Ensemble	633	667	738	623	409	574	770	892	634	708	832	1 155	1 512	1 943	2 266	2 088

\*Remarque : le stock de provisions d'égalisation des assureurs directs s'inscrit en baisse alors que les dotations 2006 sont positives de 24 M€.

Cette apparente contradiction est le fait d'une société importante qui a réaffecté son stock de provisions à la branche dommages aux biens des particuliers.



## RESULTATS COMPTABLES PAR ANNEE (1982-2010)

\* A partir de 1994, les chiffres officiels de l'ACP n'intégrant pas les succursales étrangères d'un pays de l'Union Européenne, les résultats ci-dessous sont extrapolés sur la base des cotisations du marché national.

### ■ Détail du compte de résultat technique par année comptable

*Source : états comptables A1*

<i>En millions d'euros</i>	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994*
<b>RESSOURCES</b>													
Primes nettes	88	315	427	481	498	525	552	574	601	607	640	661	729
Produits Financiers	4	8	10	11	15	22	33	42	39	46	54	56	53
<b>CHARGES</b>													
Prestations et frais <sup>(1)</sup>	3	317	132	36	26	84	280	188	234	99	339	548	742
Dotations aux provisions <sup>(2)</sup>	173	-6	-98	-35	8	89	146	-211	64	155	232	355	-288
<i>Sous- total sinistres</i>	<i>177</i>	<i>311</i>	<i>34</i>	<i>1</i>	<i>34</i>	<i>173</i>	<i>426</i>	<i>-23</i>	<i>298</i>	<i>254</i>	<i>571</i>	<i>903</i>	<i>455</i>
<i>Sous- total chargements</i>	<i>9</i>	<i>35</i>	<i>99</i>	<i>113</i>	<i>122</i>	<i>131</i>	<i>133</i>	<i>140</i>	<i>154</i>	<i>172</i>	<i>165</i>	<i>164</i>	<i>171</i>
<b>REASSURANCE</b>													
Primes acquises réassureurs	47	197	303	338	339	292	245	260	265	257	275	299	343
Part des réassureurs dans les charges <sup>(3)</sup>	146	347	93	74	92	164	269	49	195	150	303	524	293
<i>Solde de réassurance</i>	<i>99</i>	<i>150</i>	<i>-211</i>	<i>-264</i>	<i>-248</i>	<i>-128</i>	<i>24</i>	<i>-211</i>	<i>-70</i>	<i>-107</i>	<i>28</i>	<i>225</i>	<i>-51</i>
Dotations aux provisions d'égalisation <sup>(4)</sup>	-1	2	-43	-43	-53	-71	-50	-114	-20	-26	43	106	-58
<b>Résultat technique</b>	<b>35</b>	<b>-4</b>	<b>48</b>	<b>69</b>	<b>55</b>	<b>44</b>	<b>-3</b>	<b>169</b>	<b>96</b>	<b>92</b>	<b>27</b>	<b>-15</b>	<b>44</b>

(1) Nettes de recours et y compris frais de gestion des sinistres

(2) Dotations aux PSAP nettes de recours + Dotations aux autres provisions techniques

(3) Prestations payées + dotations + commissions reçues des réassureurs

(4) Dotations aux autres provisions techniques

## RESULTATS COMPTABLES PAR ANNEE (1982-2010)

Nota : A partir de 1994 les chiffres officiels de l'ACP n'intégrant pas les succursales étrangères d'un pays de l'Union Européenne, les résultats ci-dessous sont extrapolés sur la base des cotisations du marché national.

### ■ Détail du compte de résultat technique par année comptable

Source : états comptables C1

En millions d'euros	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Total depuis 1982
<b>RESSOURCES</b>																	
Primes nettes <sup>(1)</sup>	764	791	785	784	799	999	1 043	1 141	1 242	1292	1 323	1 322	1 349	1 377	1 338	1 351	24 398
Produits Financiers	41	40	54	75	114	109	85	50	65	75	76	102	93	81	60	65	1 579
<b>CHARGES</b>																	
Prestations et frais <sup>(2)</sup>	663	450	331	408	513	849	626	816	706	899	470	494	631	691	708	1 432	13 716
Dotations aux provisions <sup>(3)</sup>	29	21	112	530	685	-528	-170	77	634	-383	396	-108	60	21	-130	13	1 843
<i>Sous- total sinistres</i>	691	472	443	938	1198	321	456	893	1340	516	866	386	691	712	578	1 445	15 559
<i>Sous- total chargements</i>	129	139	141	139	149	175	184	195	191	215	218	209	210	237	226	229	4 594
<b>REASSURANCE</b>																	
Primes acquises réassureurs	377	405	344	362	372	578	600	648	774	794	767	783	806	797	784	748	13 401
Part des réassureurs dans les charges <sup>(4)</sup>	478	302	274	520	704	179	241	595	819	300	449	193	415	358	301	835	9 662
<i>Solde de réassurance</i>	100	-103	- 70	158	333	-399	-358	-52	46	- 492	-318	- 591	- 391	- 439	- 483	87	- 3 736
Dotations aux provisions d'égalisation <sup>(5)</sup>	23	63	66	- 35	-143	63	28	-37	- 3	- 21	+ 30	+ 24	-14	4	0	- 81	- 365
<b>Résultat technique</b>	<b>54</b>	<b>51</b>	<b>120</b>	<b>- 24</b>	<b>22</b>	<b>111</b>	<b>89</b>	<b>62</b>	<b>- 204</b>	<b>124</b>	<b>-22</b>	<b>+ 227</b>	<b>134</b>	<b>59</b>	<b>100</b>	<b>- 188</b>	<b>1 373</b>

(1) Chiffres officiels complétés par une estimation des cotisations pour les succursales étrangères d'un pays membre de l'Union Européenne.

(2) Nettes de recours et y compris frais de gestion des sinistres

(3) Dotations aux PSAP nettes de recours + Dotations aux autres provisions techniques

(4) Prestations payées + dotations + commissions reçues des réassureurs

(5) Dotations aux autres provisions techniques

■ Evolution du coût global (en millions d'euros) par exercice de survenance

*Source : états comptables B10/C10*

(1) A partir de 1994 les chiffres officiels n'intègrent pas les succursales étrangères d'un pays de l'Union Européenne.

VU FIN DE	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 <sup>(1)</sup>
1 <sup>ère</sup> année	250	230	24	14	39	151	367	27	267	53	361	654	291
dernier état connu	250	241	24	15	55	200	335	163	481	221	437	721	367

VU FIN DE	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1 <sup>ère</sup> année	550	325	204	325	937	446	462	1 033	1 276	177	340	314	615	490	515	1 635
dernier état connu	742	725	488	484	779	396	355	1 235	2 335	210	625	320	635	545	410	

■ « Triangle » des rapports sinistres à primes (en %)

*Source : états comptables B10/C10*

VU FIN DE	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 <sup>(1)</sup>
1 <sup>ère</sup> année	6	3	8	30	70	5	46	9	58	100	42
2 <sup>ème</sup> année	6	3	13	39	65	12	73	18	72	104	47
3 <sup>ème</sup> année	6	3	12	37	62	18	89	29	74	104	49
4 <sup>ème</sup> année	6	3	11	36	62	24	99	36	77	108	48
5 <sup>ème</sup> année	6	3	12	38	59	29	105	39	81	111	52
6 <sup>ème</sup> année											

VU FIN DE	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1 <sup>ère</sup> année	76	43	27	43	129	49	47	96	111	15	30	27	46	36	38	121
2 <sup>ème</sup> année	86	63	54	55	114	49	42	96	136	12	25	24	47	41	31	
3 <sup>ème</sup> année	90	84	61	54	106	43	39	102	170	12	31	25	48	40		
4 <sup>ème</sup> année	95	88	60	57	101	42	38	106	173	13	41	24	47			
5 <sup>ème</sup> année	93	87	60	58	101	42	37	105	181	13	42	24				
6 <sup>ème</sup> année		95	65	65	105	47	40	108	188	16	47					

■ Part des paiements effectués dans l'ensemble de la charge des sinistres

*Source : états comptables B10/C10*

VU FIN DE	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 <sup>(1)</sup>
1 <sup>ère</sup> année	39	28	27	28	43	33	67	21	42	22	38
2 <sup>ème</sup> année	85	84	81	80	90	56	58	45	79	82	77
3 <sup>ème</sup> année	95	94	94	92	96	51	69	60	85	88	84
4 <sup>ème</sup> année	97	98	97	97	98	62	80	70	90	90	87
5 <sup>ème</sup> année	99	99	98	99	99	72	86	78	91	92	84
6 <sup>ème</sup> année											

VU FIN DE	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
1 <sup>ère</sup> année	60	37	22	11	15	18	30	43	11	10	14	10	26	22	18	58
2 <sup>ème</sup> année	80	52	37	32	72	59	68	77	48	45	39	39	56	64	45	
3 <sup>ème</sup> année	84	57	50	46	82	76	80	80	48	56	36	42	64	74		
4 <sup>ème</sup> année	87	69	63	61	90	83	89	84	57	59	35	52	74			
5 <sup>ème</sup> année	89	78	77	71	92	87	93	89	67	64	49	62				
6 <sup>ème</sup> année		80	78	76	92	85	92	91	76	61	62					

## 2. HISTORIQUE DES FREQUENCES DES SINISTRES PAR CATEGORIE D'ASSURES

*Source : Enquête FFSA/GEMA*

Les chiffres ci-après sont observés en fin de 1<sup>ère</sup> année

Fréquence en ‰	1982*	1983*	1984*	1985*	1986*	1987*	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Particuliers	10,2	6,1	0,2	0,1	0,5	4,4	1,4	0,3	1,0	0,3	1,3	2,5	1,2
Entreprises <sup>(1)</sup>	12,5	10,0	0,6	0,4	0,9	6,2	3,6	0,6	2,2	0,4	3,2	4,4	2,0
Agricoles	68,8	14,2	0,3	0,3	0,7	31,6	1,6	2,5	0,8	0,4	1,7	3,0	1,8
<b>Ensemble</b>	<b>12,5</b>	<b>6,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>5,3</b>	<b>1,6</b>	<b>0,4</b>	<b>1,2</b>	<b>0,3</b>	<b>1,5</b>	<b>2,7</b>	<b>1,3</b>

Fréquence en ‰	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Particuliers	1,8	1,2	0,8	1,1	3,1	1,3	1,4	2,1	1,9	0,6	0,8	0,5	0,9	0,6	0,3	<b>1,2</b>
Entreprises <sup>(1)</sup>	3,8	1,7	1,2	1,7	5,2	3,9	1,5	} 2,1								
Agricoles	2,3	1,7	1,0	1,9	7,0	0,4	nd									
<b>Ensemble</b>	<b>2,1</b>	<b>1,3</b>	<b>0,9</b>	<b>1,2</b>	<b>3,5</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>2,1</b>	<b>1,9</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>0,4</b>	<b>0,9</b>	<b>0,6</b>	<b>0,3</b>	<b>1,2</b>

\* Pour ces années, la chronique des fréquences inclut la sinistralité tempête.

(1) A partir de 2001 les entreprises regroupent l'ensemble des professionnels (y compris agricoles).

